



**DIRECTION DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC
(DIP)**

**RAPPORT TRIMESTRIEL
EXECUTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2012/2013
Janvier-Mars 2014**

Avril 2014

Introduction

La Direction de l'Investissement Public (DIP), sur une base trimestrielle, fournit un synopsis sur le financement et l'exécution des projets d'investissement dans le cadre de la mise œuvre du Programme d'investissements Publics (PIP) lié à la loi de finances de l'exercice fiscal. Exceptionnellement, le programme financier actuel s'accorde sur les procédures de budget reconduit. Ainsi, l'implémentation du PIP a été à la base jonchée de difficultés majeures dont la détermination réelle du cycle de vie de nombre de projets, auxquelles sont greffées les contraintes structurelles de disponibilités de fonds du Trésor Public. Dans cette conjoncture, l'exécution du budget s'inscrit davantage dans une optique de faire fonctionner l'appareil étatique que dans celle incluant la conduite de politiques publiques pour la réalisation des actions à financement prévisible permettant aux secteurs de suivre leur plan opérationnel.

Toutefois, les objectifs de développement, appuyés largement par les apports du fonds petro caribe, se sont poursuivis avec, dans une moindre mesure, la contribution des ressources du trésor public. Aussi, résulte-t-il de cette inadéquation entre les besoins sectoriels exprimés et le financement interne pourvu une inefficacité des programmes et projets qui, déjà eux-mêmes souffrent de déficit d'une bonne planification.

Ce rapport présente le résumé du financement de l'exécution des programmes et projets au premier trimestre et une présentation détaillée de l'allocation des ressources nationales pour le 2eme trimestre et un panorama sur l'ensemble du premier semestre 2013-2014.

1.- Résumé du financement de l'exécution des programmes et projets au premier trimestre

Au premier trimestre, le Trésor Public a décaissé au profit des programmes et projets un total de Un Milliard Cent Cinquante Deux Millions Cinq Cent Quarante Cinq Mille Quatre Cent Quatre Vint Neuf gourdes (**1,152,545,489.32 gdes**). De cette enveloppe, le secteur économique en a bénéficié 50%, le secteur social a eu un peu moins avec 43% et les 7% restant ont été attribués au secteur politique. Du point de vue institutionnelle, le MPCE et le MAST viennent en tête avec respectivement 31% et 28% des montants décaissés alors que le MSPP et le MEF n'ont eu, pris dans le même ordre, que 2% et 1%. Cette somme a financé 21 projets d'investissement dont 16 du secteur économique, 2 du secteur politique et 3 du secteur social. Concernant les ressources du fonds petro caribe, un financement avoisinant 1.8 milliards de gourdes a été octroyé au programme d'investissement public, ce qui représente plus de 60% des décaissements de la période.

2.-Exécution financière du PIP 13-14 au deuxième trimestre (Trésor Public)

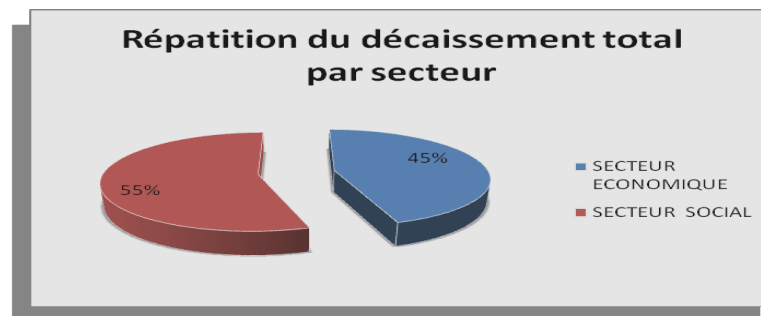
Les décaissements à partir du Trésor Public dans l'exécution financière du PIP ont été très faibles au cours du deuxième trimestre de l'exercice. La situation qui prévalait au premier trimestre est restée inchangée car jusqu'à la fin du mois de mars la loi de finances révisée 2013-2014 révisé n'a pas encore été déposé au Parlement pour approbation.

En effet, sur la période comprise entre Janvier et Mars 2014, vingt-sept (27) projets seulement ont bénéficié des décaissements pour un montant total de Un Milliard Soixante Treize Millions Huit Cent Trente Trois Mille Cinq Cent Quarante Six gourdes (**1,073,833,546.71 gourdes**), soit Sept Cent Quatre Vingt Six Millions Cent Soixante Six Mille Cinq Cent Dix Huit gourdes (**786,166,518.00 gourdes**) en janvier et Deux Cent Quatre Vingt Sept Millions Six Cent Soixante Sept Mille Vingt Huit gourdes (**287,667,028.71 gourdes**) en mars. Ce montant total du deuxième trimestre est inférieur à celui du premier trimestre qui, on se rappelle, était de l'ordre de Un Milliard Cent Cinquante Deux Millions Cinq Cent Quarante Cinq Mille Quatre Cent Quatre Vint Neuf gourdes (**1,152,545,489.32 gourdes**). L'ensemble des décaissements du deuxième trimestre ont été faits exclusivement au profit du Pouvoir Exécutif.

Les Secteurs et Institutions

Les secteurs économique et social sont les seuls à avoir bénéficié des décaissements entre janvier et Mars 2014. Le Secteur social a eu la plus grande part avec Cinq Cent Quatre Vingt Douze Millions Quatre Cent Seize Mille Cinq Cent Dix Huit gourdes (**592,416,518.00 gourdes**), alors que le Secteur économique a eu Quatre Cent Quatre Un Millions Quatre Cent Dix Sept Mille Vingt Huit gourdes (**481,417,028.71 gourdes**).

Graphique 1

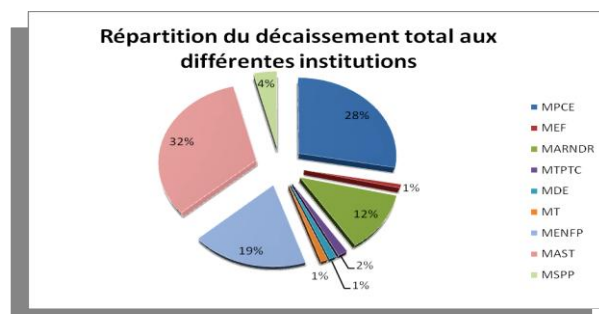


Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (**MAST**) est l'Institution ayant eu le plus fort volume de décaissement du trimestre de Trois Cent Cinquante Millions de gourdes (**350,000,000.00 gourdes**), ce qui représente 59% du Secteur social et 32% du total des décaissements. Ces décaissements ont été faits pour le compte du projet « Sous-programme de cantines communautaires ».

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (**MPCE**) occupe le deuxième rang avec 28% des décaissement, soit un montant de Deux Cent Quatre Vingt Dix Neuf Millions Six Quatre Vingt Deux Mille Quatre Cent Soixante Dix Huit gourdes (**299,682,478.00 gourdes**). Contrairement au MAST dont les décaissements concernent un seul projet, les décaissements du MPCE ont été effectués pour alimenter sept (7) projets. La grande part de ces décaissements a alimenté le compte du projet de développement territorial avec Cent Soixante Neuf Millions Cinq Cent Mille gourdes (**169,500,000.00 gourdes**).

Viennent ensuite le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (**MENFP**) et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (**MARNDR**) qui ont reçu respectivement 19% et 12%. Le montant décaissé pour le MENFP a alimenté le compte du Projet « Sous-programme de scolarisation des enfants », ce montant s'élève à Deux Cent Millions de gourdes (**200,000,000.00 gourdes**). Le MARNDR de son côté a eu Cent Trente Millions Sept Cent Trente Quatre Mille Cinq Cent Cinquante gourdes (**130,734,550.71 gourdes**) versées sur les comptes de neuf (9) projets dont le mieux alimenté est le Sous-programme de subventions de fertilisants et amélioration de la productivité des cultures et des sols pour un montant de Quatre Vingt Sept Millions Cent Quarante et Un Mille Cent Quatre Vingt Une gourdes (**87,141,181.47 gourdes**).

Les 5 autres ministères ayant bénéficié des décaissements pour le trimestre sont le Ministère de la Santé Publique et de la Population (**MSPP**), le Ministère des Travaux Publics, Transport et Communications (**MTPTC**), le Ministère de l'Environnement (**MDE**), le Ministère du Tourisme (**MT**) et le Ministère de l'Economie et des Finances (**MEF**). En fait, les décaissements de cinq ministères réunis représentent moins de 10% du décaissement total.



3.-Lecture de l'Execution sur l'ensemble du Premier Semestre (TP)

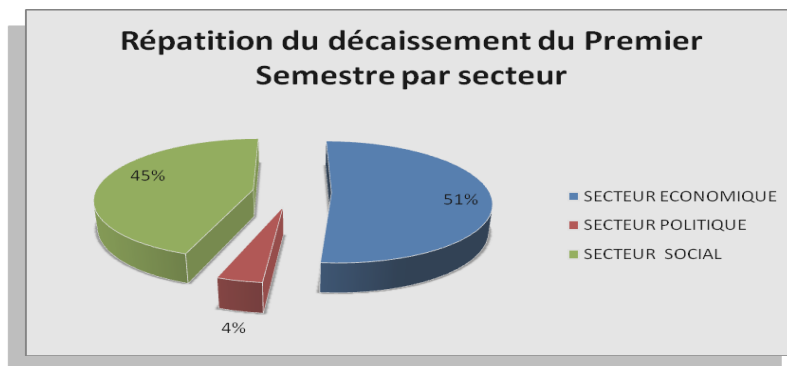
Considérant le volume des décaissements sur l'ensemble des deux premiers trimestres de l'exercice 2013- 2014, on peut affirmer sans risque d'être contredit que l'exécution du PIP 2013-2014 est d'une grande faiblesse. Les décaissements après au premier semestre s'élèvent à Deux Milliards Cent Quatre Vingt Trois Millions Trois cent Quarante Sept Mille Deux Cinquante Quatre gourdes (2,183,347,254.80 gourdes), ce qui ne représente que 42% du montant qui a été décaissé au cours de l'exercice précédant à la même période. Ce montant, on se le rappelle était de l'ordre de Cinq Milliards Deux Cent Douze Millions Huit Cent Quatorze Milli Quatre Cent Cinquante Trois gourdes (5,212,814,453.00 gourdes).

Ce manque de performance s'est aussi traduit par le nombre de projets financés sur le semestre, soit 41. On se rappelle que dans l'exécution du PIP 12-13, à pareille époque le nombre total de projets financés s'élevait à 131. Des 41 projets financés au cours du premier semestre 13-14, la grande majorité se retrouvent dans le secteur économique, soit un total de 34 projets. Pour les 7 autres projets, 5 sont dans le secteur social et 2 dans le secteur politique.

Les secteurs et Institutions

Le financement du PIP au premier semestre s'est principalement concentré au niveau des secteurs économique (51%) et social (45%). Seule une proportion de 4% a été consacrée au secteur politique.

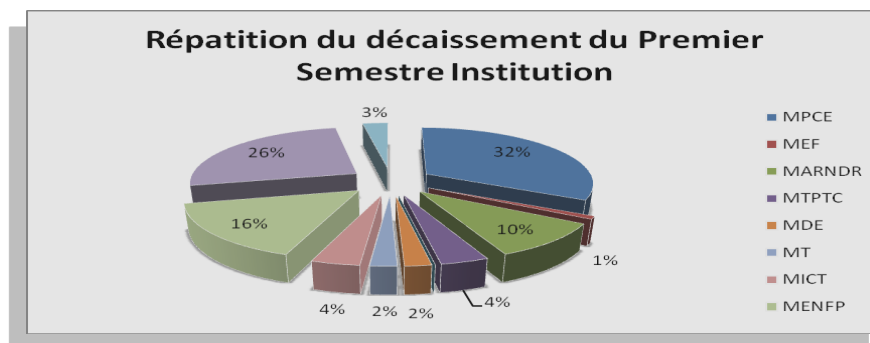
Graphique 3



Au niveau des institutions, quatre ministères (4) ont bénéficié de l'essentiel du financement total. Pas moins de 84% du décaissement total entre septembre et mars ont rejoint les enveloppes des

projets au niveau du MPCE (32%), du MAST (26%), du MENFP (16%) et du MARNDR (10%).

Graphique 4



Conclusion

Le PIP, expression chiffrée sur une base annuelle, constitue le principal instrument de mise en œuvre des politiques et priorités gouvernementales. Toutefois, les faiblesses multiples dont souffre le processus, ne permettent pas d'atteindre les performances souhaitées dans la chaîne de la dépense publique. Par ailleurs, les contraintes du trésor public à répondre aux besoins sectoriels exprimés et la reconduction du budget 2012-2013 nuisent également à l'atteinte des objectifs et des résultats retenus pour l'exercice 2013-2014.

Il est souhaité, une fois la loi de finances initiale (révisée) déposée et votée, que les secteurs se mobilisent pour assurer avec célérité la mise en œuvre et/ou la poursuite des projets d'investissements.

Annexe. Tableau décrivant le financement par Secteur et Institution au cours du Premier Semestre

	TRIM II		TRIM I (RAPPEL)	SEMESTRE I	
	MONTANT	QTE PROJET		MONTANT	QTE PROJET
TOTAL	1,073,833,546.71	27	1,109,513,708.09	2,183,347,254.80	41
POUVOIR EXECUTIF	1,073,833,546.71	27	1,109,513,708.09	2,183,347,254.80	41
SECTEUR ECONOMIQUE	481,417,028.71	22	644,027,778.09	1,125,444,806.80	34
MPCE	299,682,478.00	7	412,000,000.00	711,682,478.00	7
MEF	8,500,000.00	1	10,000,000.00	18,500,000.00	2
MARNDR	130,734,550.71	9	87,141,181.47	217,875,732.18	9
MTPTC	17,500,000.00	2	66,183,321.62	83,683,321.62	6
MCI					
MDE	13,000,000.00	1	33,703,275.00	46,703,275.00	4
MT	12,000,000.00	2	35,000,000.00	47,000,000.00	6
SECTEUR POLITIQUE			85,000,000.00	85,000,000.00	2
MJSP					
MHAVE					
MAE					
BUREAU DU PM					
MICT			85,000,000.00	85,000,000.00	2
SECTEUR SOCIAL	592,416,518.00	5	380,485,930.00	972,902,448.00	5
MENFP	200,000,000.00	1	150,485,930.00	350,485,930.00	1
MAST	350,000,000.00	1	210,000,000.00	560,000,000.00	1
MSPP	42,416,518.00	3	20,000,000.00	62,416,518.00	3
MCFDF					
MJSAC					
MCUL					
MCOM					
AUTRES CATEGORIES INST.					
POUVOIR LEGISLATIF					
SENAT DE LA REPUBLIQUE					
CHAMBRE DES DEPUTES					
POUVOIR JUDICIAIRE					
INSTITUTIONS INDEPENDANTES					
CSCCA					
CEP					
UEH					

Listre des Projets financés au cours du Premier Semestre par Ministère	Financement à date
MPCE	711,682,478.00
SOUS-PROGRAMME D'URGENCE DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES DU PALAIS NATIONAL	20,000,000.00
SOUS-PROGRAMME DE COLLECTE DES ORDURES	20,000,000.00
INTERVENTIONS D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	488,500,000.00
PROJET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	169,500,000.00
APPUI A LA MISE EN PLACE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETE ET DE L'EXCLUSION SOCIALE (ONPES)	8,125,000.00
RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL (CTPEA)	2,778,739.00
RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU CNC	2,778,739.00
MEF	18,500,000.00
RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (5EME RECENSEMENT)	10,000,000.00
RENFORCEMENT DE CAPACITES DE L'ULCC	8,500,000.00
MARNDR	217,875,732.18
CONSOLIDATION OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SECURITE ALIMENTAIRE (CNSA)/UE/IIICA	6,677,187.00
SOUS-PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE FERTILISANTS ET AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DES CULTURES ET DES SOLS (ST-MARC, PLAINE DES CAYES, ST-RAPHAEL, KENSKOFF, FERRIER)	174,282,362.94
DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA PATATE DOUCE (PLAINE DES CAYES, PLAINE DU NORD, GONAIVES, ST-RAPHAEL)	4,530,000.00
DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE A PORT-AU-PRINCE	3,325,000.00
CONSTRUCTION DE LACS COLLINAIRES DANS LE PLATEAU CENTRAL(HINCHE, SAVANETTE)	10,000,000.00
REHABILITATION DU PERIMETRE BONGRIS	1,750,000.00
RECALIBRAGE DE LA RIVIERE COLOMBIER ET RETABLISSEMENT DES PRISES D'EAU A ANSE ROUGE	1,999,812.06
PROTECTION DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET URBAINES DANS LE BASSIN VERSANT DE MATHEUX (CABARET)	5,324,727.77
CONTROLE DE ZONOSSES, DES MALADIES ANIMALES INFECTIEUSES ENDEMIQUES ET SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE	9,986,642.41
MTPTC	83,683,321.62
INTERVENTION DANS LES ZONES FRAGILES (ASSAINISSEMENT)	50,000,000.00
REHABILITATION AVENUE MAIS GATE (PROLONGEMENT VERS RTE DE TABARRE) *	16,968,218.77
CONSTRUCTION MT/BT POUR LA COMMUNE DE CERCA CARVAJAL	7,134,192.00
GESTION RATIONNELLE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES SUR LE TERRITOIRE	5,000,000.00
ALLEGEMENT DE LA PRESSION SUR LES RESSOURCES LIGNEUSES (PNUE)	1,158,796.67
PROMOTION D'ENERGIE NOUVELLE (MARIGOT, GRAND GOSIER, GRANDE SALINE, ANSE ROUGE) ET ETUDE D'UN PARC EOLIEN A FONDS-PARISIEN	3,422,114.18
MDE	46,703,275.00
RENFORCEMENT DES CAPACITES DU CORPS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE	3,703,275.00
GESTION AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS DU MORNE DE L'HOPITAL SURPLOMBANT TOUTE LA PARTIE SUD DE LA REGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE (SOVE LAVI NAN MON LOPITAL)	30,000,000.00
GESTION DES CRUES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS	10,000,000.00
STRUCTURATION DE L'AGENCE NATIONALE D'AIRES PROTEGEES	3,000,000.00
MT	47,000,000.00
MISE EN PLACE DU BUREAU DE STANDARDISATION ET DE NORMES	4,000,000.00
FORMATION POUR LE PERSONNEL HOTELIER ET TOURISTIQUE	7,000,000.00
SOUS-PROGRAMME DE PROMOTION DU TOURISME	21,000,000.00
MISE EN PLACE DE LA POLICE TOURISTIQUE	7,000,000.00
PLAN D'AMENAGEMENT CHOUCHOU BAY ET AQUIN COTES DE FER	5,000,000.00
MISE EN PLACE DE KIOSQUE D'INFORMATION DANS LES REGIONS TOURISTIQUES	3,000,000.00
MICT	85,000,000.00
ENCADREMENT STRUCTUREL DE LA SOCIETE CIVILE (KATYE PAM POZE)	50,000,000.00
APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DESASTRES (PASNGRD)	35,000,000.00
MENFP	350,485,930.00
SOUS PROGRAMME DE SCOLARISATION DES ENFANTS (FONDS NATIONAL POUR L'EDUCATION + tresor)	350,485,930.00
MAST	560,000,000.00
SOUS-PROGRAMME DE CANTINES COMMUNAUTAIRES	560,000,000.00
MSPP	62,416,518.00
CONSTRUCTION BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD-EST (COMPLEMENT)	2,840,000.00
RENFORCEMENT DE 10 HCR Port à Piment, Jean Rabel, Grand Goave, Anse à Veau, Hop La Paix, Bon Repos, Les Anglais	25,000,000.00
PROGRAMME DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA	34,576,518.00
TOTAL	2,183,347,254.80